



CGT FINANCES PUBLIQUES DECEMBRE 2017 INFO SPECIAL DIRCOFI

La fin d'année 2017 est marquée par une actualité très riche dans les DIRCOFI : actualité DGFIP mais aussi actualité CGT.

Les choses bougent dans le contrôle fiscal ! En corollaire les camarades ,les collègues s'organisent syndicalement et se préparent à faire face et à riposter.

ASSEMBLEES GENERALES DES SECTIONS CGT DIRCOFI NORD ET SUD OUEST LE 17 NOVEMBRE 2017

*A Lille ce sont plus de 35 collègues syndiqué.es et sympathisant.es qui se sont retrouvés.es à la Cité Administrative pour discuter et décider ensemble des actions à mener en 2018. Ce fut l'occasion de faire le bilan de l'activité dynamique de la section **CGT DIRCOFINORD** qui a au 1er septembre les camarades de la Basse-Normandie (ex DIRCOFI OUEST) En présence du Bureau National CGT Finances Publiques, de la Fédération des Finances, des camarades de la DRFIP 59 et des élu.es et mandaté.es de la section, les débats ont été particulièrement appréciés de tous et toutes.*

*A Périgueux, la section **CGT de la DIRCOFI SUD OUEST** avait fait le choix d'une Assemblée délocalisée. Les débats ont porté sur les nouveautés 2017 et tout particulièrement sur l'intégration des collègues de la BDV de BRIVE (Corrèze) à la BRV de LIMOGES (Haute-Vienne) et sur la mise en place de la Brigade Patrimoniale. En présence de la direction nationale du syndicat ,de la Fédération, des camarades de la DRFIP Dordogne, et des élu.es et mandaté.es de la section, le sujet de la dégradation des conditions de travail et des risques psycho sociaux a été longuement abordé. Ce fut aussi à cette occasion que le billet du premier lot de la souscription nationale a été vendu...un voyage d'une valeur de 1700 €. Félicitations au ou à la gagnante.*

EN 2018 PLUS DE PROGRAMME DE VERIFICATIONS ON PASSE AUX POINTS D IMPACT

A la **DIRCOFI OUEST** le 29 novembre était annoncé lors d'un CTL, une nouvelle méthode pour compter l'activité : 3 ECB = 2 VG En clair,
 2017 : 100 affaires VG ou ESFP
 2018 : 90 VG ou ESFP + 15 à 20 ECB ou "2120"
 Il s'agit d'une tendance nationale, il n'y a pas de bilan des EC mais il faut amplifier l'usage pour faire plus de dossiers Donc Plus de dossiers à programmer Plus de dossiers pour les vérificateurs Plus de dossiers pour les IP

A la **DIRCOFI SUD PYRENNES** Mêmes annonces mais informelles puisque le dialogue social est en berne ! En 2018 finies les 12 ou 13 VG et/ou ESFP ! On comptera en points d'impact. Les Contrôles sur pièces, les examens de comptabilité, les VG, les VP, les CSP suite à 3909. Bref on ratissera large pour pallier la baisse du nombre d'opérations et des résultats. Rien n'est encore précisé sur le montant exigé des points d'impact. Un ECB vaudra moins d'un point comme le CSP mais la VG ne vaudra jamais sauf exception plus d'un point. Un ECB c'est 5 à 6 jours de travail alors qu'une VG c'est environ 18 jours. Voilà les chiffres du directeur.

MISE EN PLACE DES BRIGADES PATRIMONIALES ET DES POLES PENAUX INTERREGIONAUX :

C'est au cours du Comité Technique local du 1er décembre 2017, que les camarades de la **DIRCOFI SUD EST** se sont exprimés sur les réformes en cours. La création de Pôles pénaux interrégionaux (afin de multiplier et diversifier les dossiers) et des Brigades patrimoniales (afin de sanctionner les montages et fraudes patrimoniales les plus sophistiqués) en DIRCOFI, semblait aller dans le sens d'une plus grande sévérité face aux fraudes les plus graves. Or la réforme de l'ISF et la création de l'IFI Impôt sur la Fortune Immobilière qui vide aux 2/3 les recettes attendues, et à l'exception des Interrégions Sud-Est Outre mer et IDF, aboutit à la quasi absence d'enjeux fiscaux immobiliers. Dans le cas où les déclarations seraient supprimées, cela aboutira à un retour à l'opacité des patrimoines avec des impacts sur les transmissions. De même, la lecture des annonces qui avaient été faites en matière de contrôle fiscal des entreprises semble également aller à contre sens de la lutte contre la fraude : l'entreprise qui commet une erreur de bonne foi, mise à jour lors d'un contrôle administratif, ne sera pas sanctionnée la première fois. De plus, la DGFIP a instauré des procédures de contrôle allégées qui ont vocation à se substituer aux vérifications de contrôle approfondies. Le sentiment des collègues est donc le suivant: des contrôles allégés face à une fraude fiscale plus complexe, des effectifs diminués face à un phénomène de fraude qui s'amplifie avec des conseils fiscaux qui

se multiplient (le seul Institut des avocats conseils fiscaux revendique 1 500 membres en France). Cette imposture qui consiste à condamner l'évasion fiscale comme une atteinte à la démocratie, tout en décidant de restreindre les effectifs et prérogatives du contrôle fiscal, est condamnable.

D'autant que les règles de gestion des agents semblent également « évoluer » : le Directeur général a ainsi annoncé via Ulysse les modifications à partir de 2018 en matière de mutations et premières affectations : délai de séjour de 2 ou 3 ans, affectation au département et au profil notamment dans les directions du contrôle fiscal, soit les préconisations de la Cour des comptes dans son rapport de février 2016 sur le contrôle fiscal...

ASSEMBLEES GENERALES

DIRCOFI (RHONE ALPES BOURGOGNE) CENTRE EST 16 NOVEMBRE 2017

DIRCOFI SUD EST LE 12 DECEMBRE A MARSEILLE

MENTION SPECIALE POUR L AG DE LA CGT DNEF DU 4 DECEMBRE 2017

Plus de 40 syndiqués à l'Assemblée Générale de la CGT DNEF le 4 décembre 2017. Des sympathisants étaient aussi présents, ainsi que des secrétaires de sections voisines, le secrétaire général de l'Union locale CGT de Pantin/le Pré St Gervais et un membre du Bureau national de la CGT DGFIP. Un repas libanais a permis à d'autres syndiqués de venir se joindre le midi. Les débats ont été riches et constructifs ; ils ont concerné l'activité de la section et de la CGT en général. Une nouvelle Commission exécutive a été élue à l'issue de la journée, composée de 15 membres, qui ont élu en leur sein les différents secrétaires.

LA DIRCOFI OUEST CENTRE SERA UNE DES DIRECTIONS PREFIGURATRICES DE L APPLICATION DES NOUVELLES REGLES DE GESTION POUR 2018.

LES QUESTIONS QU ON SE POSE POUR 2018 ?

Le droit à l'erreur l'annonce gouvernementale et la présentation en Conseil des Ministres du 29 novembre à grands renforts médiatiques ont amené les contribuables à interpellier les collègues des services et notamment les vérificateurs lors des contrôles sur cette possibilité. Les agents n'ayant reçu aucune information interne sont parfois mis en difficulté pour répondre. Qu'est il prévu de faire ? Quel avenir pour la mise en place du droit à l'erreur à la DGFIP ?

la mise en place des points d'impacts en 2018 annoncée dans les services de

vérification en cette fin d'année pose question à bon nombre de collègues car aucun engagement précis en termes de quantité de travail n'a vraiment été précisée. Par ailleurs mettre en avant des procédures comme l'Examen de Comptabilité du Bureau ou le Contrôle Sur Pièces du bureau amène des changements profonds dans l'exercice du métier ? La DG en a-t-elle conscience ?

Ce qui amène à poser la question du dialogue social et de l'information des personnels sur les conditions d'exercice de la mission à l'avenir. Le recentrage de la mission de CONTRÔLE FISCAL sur les DIRCOFI est une tendance de fond qui amène une disparition progressive mais inéluctable du contrôle fiscal dans les directions départementales. Y aura-t-il une communication auprès de ces services notamment avant la prochaine campagne de mutation ? Quelles garanties sont offertes sur le maintien de moyens pour le contrôle sur le tissu fiscal DDFIP DRFIP à moyen et long terme ?

Qu'est-il prévu sur **les modalités de contrôle des impôts prélevés à la source** comme l'impôt sur le revenu à partir de 2019 ?

Le verrou de Bercy (la dimension répressive du CF et les pôles pénaux y sont directement liés) : on en est où ?

Est-ce qu'on va gagner plus ? Gel du point d'indice Mise en place du PPCR Augmentation de la CSG,...

Les Finances Publiques sont-elles à vendre ? [Voir sur le site de la Fédération des Finances toutes les infos sur CAP 2022 et ce qui est prévu pour les missions du Ministère des Finances d'ici à 2022.](#)

